



FACE À LA CRISE

mondiale, profonde et durable

Que l'Union européenne n'a su ni voulu éviter, en contraignant les Etats membres à des politiques exclusivement orientées vers la rentabilité financière,

Qui discrédite définitivement les théories libérales prônant le laissez-faire et montre combien elles nuisent à l'économie réelle et à l'emploi,

Qui conforte les gouvernements nationaux comme acteurs légitimes et capables d'une relance coordonnée,

Qui touche de plein fouet ceux qui ne peuvent vivre que de leur travail (salariés ou entrepreneurs) et qui ont déjà dû affronter la précarisation, la spéculation immobilière et le renchérissement des produits de première nécessité,

Qui risque, comme en 1929, de jeter par réaction les peuples dans les bras des extrémismes haineux,

Qui éclaire sur la grande fragilité structurelle des Etats-Unis.

Je veux

Un réel sursaut républicain à la mesure des torts causés aux couches moyennes et populaires,

La remise en cause du système du libre-échange intégral, qui tire les salaires vers le bas et participe à la dégradation de l'environnement,

Une puissance publique qui investisse à nouveau, à long terme et sur tout le territoire national, dans l'industrie, les services publics, l'éducation et la recherche,

Un encadrement réel de la finance internationale, dont le pouvoir démesuré met en danger la liberté des peuples à décider de leur destin,

Une modification profonde de la construction européenne dans un sens moins libéral et plus respectueux des souverainetés nationales,

Un monde multipolaire, sans hégémonie américaine, avec une Europe indépendante, jouant un rôle effectif dans la résolution des conflits.

Je rejoins le Mouvement Républicain et Citoyen



avec Jean-Pierre Chevènement

Mouvement républicain et citoyen (MRC)

3 avenue de Corbéra

75012 PARIS

<http://www.mrc-france.org>

FACE À LA CRISE, les propositions du MRC

Le MRC ne propose pas de « plans de sauvetage » ni de ces autres actions ponctuelles menées par les Etats et censées permettre à l'économie de marché libérale de vite rétablir ses équilibres, pour mieux reprendre le cours ordinaire des échanges dérégulés.

Le retour durable de la croissance nécessite un retour effectif de la puissance publique.

Sur le plan mondial

- Obtenir non des corrections techniques marginales de la finance internationale mais :
 - une véritable **régulation** de la circulation des capitaux et la disparition des paradis fiscaux,
 - un encadrement stabilisateur des parités monétaires,
 - un **plan de relance** coordonné corrigeant les déséquilibres économiques principaux et prévenant toute fuite en avant dans de nouvelles bulles spéculatives
- **Réformer les institutions internationales** (FMI, Banque Mondiale, OMC, etc.) pour que, conformément à la déclaration de Philadelphie signée en 1948, elles concourent à nouveau « à l'établissement d'un commerce mondial respectant les principes fondamentaux de loyauté et de justice », notamment à l'égard des pays en voie de développement,

En Europe

- Mettre en place un nouveau **protectionnisme**, c'est-à-dire retrouver la fonction protectrice de l'Union douanière, qui reste à l'origine de l'Union européenne, ouvrir des droits anti-dumping, instaurer des clauses sociales et environnementales dans les traités commerciaux ;
- Mettre fin à l'indépendance de la Banque Centrale et développer un **gouvernement économique de la zone euro** ;
- **Réglementer les rachats d'entreprises** par les grands acteurs économiques et financiers de sorte que la pérennité de leur développement soit garantie ;
- Substituer à la politique actuelle de concurrence fiscale une politique de **fiscalité concertée** entre les Etats, notamment pour ce qui relève de la taxation des bénéfices des sociétés ;
- Utiliser à nouveau les aides publiques sous conditions aux entreprises, particulièrement là où l'emploi est menacé ;

En France

- Constituer une tutelle effective sur les banques aidées par l'Etat (nomination des administrateurs, contrôle de la politique de crédit et des investissements) ;
- Œuvrer pour la **réappropriation publique** des secteurs stratégiques (énergie, transport, défense, recherche, etc.) ;
- Avancer vers un nouvel équilibre dans la répartition des revenus, en rémunérant mieux le travail que le capital.
- Revitaliser les **services publics**, facteurs indispensables du développement économique local et de la redistribution des richesses ;
- Conforter le **modèle de retraite solidaire** (modèle par répartition) ;
- Piloter les politiques publiques en fonction d'objectifs ambitieux, et non seulement en fonction du seul objectif de réduction des dépenses.